



HAL
open science

Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2011, Université de Picardie Jules Verne - UPJV. hceres-02028516

HAL Id: hceres-02028516

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02028516v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADEMIE : AMIENS

Etablissement : Université de Picardie Jules Verne

Demande n° S3MA120000495

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Science politique

Présentation de la mention

La mention « Science politique » est une formation généraliste qui a pour objectifs scientifiques l'acquisition de connaissances théoriques et des outils de méthode. Elle tend à qualifier ses diplômés tant à la production de données par des enquêtes, qu'à leur interprétation et à leur comparaison par rapport aux données existantes. La mention « Science politique » se situe dans la continuité de la L3 en Science politique et des études doctorales adossées au seul centre de recherches en sciences sociales reconnu par l'université. Le M1 « Science politique » est ouvert, de droit, aux étudiants titulaires de la licence de Science politique, et, sur dossier, à des étudiants titulaires d'une autre licence (notamment en Sciences humaines et sociales). Il possède l'originalité d'englober à la fois un M1 mention science politique et un M1 mention « Administration publique » qui dépend de l'IPAG (Institut de préparation à l'administration générale), centré sur la préparation aux concours administratifs. La mention ambitionne de donner aux étudiants une vision globale, interdisciplinaire et critique des phénomènes qu'ils étudient, ainsi qu'une compétence de questionnement leur permettant de construire une problématique, des indicateurs et une démarche d'enquête adaptés aux objets qu'ils traitent. Elle est organisée autour de deux spécialités. La première « Enquêtes, études politiques, opinion », (E2PO) à orientation recherche et la seconde, « Evaluation des politiques publiques » (EPP), visent à préparer aux métiers du conseil, de l'audit et des études, filière professionnelle.

Indicateurs

Effectifs constatés	M1 : 44	127
Effectifs attendus		NR
Taux de réussite	M1 : 24	55 %(M1)
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)		Insuffisant NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)		NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses) Pour une seule spécialité		64 %

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Bien que les formations en science politique ne soient pas rares au niveau national dans la spécialité « Enquêtes, études politiques et opinions » et qu'Amiens se situe entre Lille et Paris qui sont bien pourvus, la spécialité « Evaluation des politiques publiques », centrée sur l'évaluation, est beaucoup plus rare et dispose d'un fort potentiel de débouchés professionnels.

Le diplôme a su tisser des liens avec son environnement régional (écoles de gestion, professions, collectivités territoriales, Observatoire de la santé publique, Observatoire de la qualité publique, Observatoire des drogues et toxicomanie). Les intervenants professionnels sont nombreux, de qualité et choisis de façon pertinente.



Le niveau M2 est alimenté par les étudiants titulaires du M1 de Science politique (accès automatique pour les étudiants reçus avec mention, sur dossier pour les autres).

Le pilotage de la mention est structuré. Le département Science politique de l'UFR semble exercer un rôle déterminant. Tant le responsable que les équipes, dont la moitié sont habilités à diriger des recherches (HDR), sont des enseignants-chercheurs dans leur domaine de spécialité, expérimentés et présents dans ce diplôme depuis de nombreuses années. Les professeurs sont fortement impliqués. Le recrutement et l'évaluation des étudiants sont bien maîtrisés. La volonté d'associer l'association des diplômés n'est pas encore concrétisée. Le responsable de chaque spécialité et son équipe pédagogique se réunissent plusieurs fois pour sélectionner les candidats, faire le bilan à mi-parcours notamment. Il faut souligner un grand effort de mutualisation de neuf enseignements au sein de la mention, notamment en M2, dont un avec la spécialité « Administration territoriale » de la mention « Droit » du même établissement. Toutefois les informations relatives à l'ouverture internationale sont insuffisamment renseignées dans le dossier.

Le master « Science politique » est adossé au Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP), UMR CNRS, et les enseignants-chercheurs y sont quasiment tous effectivement rattachés. Un contrat doctoral par an en moyenne permet d'assurer le vivier de doctorants.

Le stage de 3 mois est obligatoire dans la spécialité EPP conçue comme professionnelle. La politique de conventionnement est rigoureuse. Il est envisagé de le généraliser en incitant les étudiants de M1 à recourir à la formule facultative, et en allégeant le semestre 4 de la spécialité E2PO.

L'analyse du bilan de fonctionnement est plus mitigée, car la tendance sur trois années des flux d'entrée ne peut pas être évaluée clairement. Le statut du M1 « Administration publique » n'apparaît pas clairement pour abonder ces chiffres. Il en est de même des flux du M2, apparemment regroupés sur deux ans, où figurent les inscrits et non les diplômés. Le taux de réussite affiché de 55 % est une moyenne sur les trois dernières années et pour les quatre formations considérées. Au vu des divers documents annexes fournis, on peut estimer que le flux annuel moyen d'étudiants en M1 « Science politique » est de 44 inscrits pédagogiques pour 24 reçus, soit 55 % ; en M2 EPP de 26 pour 18 diplômés soit 69 % ; En M2 E2PO, en moyenne 11 entrants pour 6 soutenances soit 55 %. En l'absence d'évaluation commune à l'université, qui serait votée en 2011, l'évaluation résulte de questionnaires qualitatifs anonymes par semestre. L'analyse du devenir des étudiants à 2 ans est rendue difficile par le très faible taux de retour des enquêtes du service commun d'information et d'orientation de l'université. Il est prévu d'y remédier par une diffusion personnalisée des questionnaires au moment des remises de diplômes et par l'association des étudiants. Selon les données exploitables, la spécialité EPP aurait un taux d'insertion professionnelle à 18 mois de 64 %. La fiche RNCP n'est pas renseignée quand aux débouchés. Les parties consacrées au bilan prévisionnel ne contiennent pas de prévisions quantitatives à proprement parler. Elles font état des principes qualitatifs ayant déterminé la modification de la structure de la spécialité E2PO.

Selon le dossier, c'est sur la base de cette seule auto-évaluation que les formations ont été révisées.

● Points forts :

- L'ancienneté, la stabilité et la reconnaissance de la Science politique dans l'université
- L'architecture cohérente de la mention.
- Un effort important de mutualisation des enseignements.
- La professionnalisation effective des enseignements.
- Un pilotage réel et structuré par l'implication et la qualité de l'équipe d'enseignants-chercheurs.
- Les liens tissés avec les professions et les collectivités territoriales.
- Une bonne politique de stage.
- Un réel adossement à la recherche.

● Points faibles :

- La faible ouverture internationale, ce qui, en science politique, est regrettable.
- La présence en M1 des enseignements d'administration publique préparant principalement aux concours dans une formation de Science politique centrée sur les méthodes de sa discipline.
- L'hétérogénéité entre les deux spécialités du M2.
- La mention s'adresse surtout à un public local.
- L'insuffisance quantitative des indicateurs chiffrés et de leur analyse, l'absence d'une annexe descriptive au diplôme dûment renseignée.
- La faible maîtrise des outils de l'auto-évaluation dans le dossier et l'absence de conseil de perfectionnement.

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

La mention « Science politique » pourrait être dotée d'un conseil de perfectionnement associant les partenaires territoriaux et professionnels qui pourrait également initier une meilleure maîtrise de l'auto-évaluation.

Les responsables de spécialités pourraient soutenir et structurer fortement l'association des étudiants en en faisant aussi celle des diplômés du master.

L'offre de formation pourrait être rendue plus lisible par la désignation et la matérialisation graphique de parcours.

Le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants pourrait être renforcé et considéré comme une variable stratégique, qui s'appuierait sur une analyse claire des indicateurs chiffrés.

Il conviendrait de renforcer la dimension internationale de la mention en développant une politique de développement de partenariats plus appuyée, ce qui permettrait par ailleurs de renforcer l'attractivité de la mention au-delà de la région.

Appréciation par spécialité

Evaluation des politiques publiques

- Présentation de la spécialité :

La spécialité a pour objectif scientifique, d'une part l'étude scientifique des savoirs théoriques et pratiques relatifs à l'évaluation des politiques publiques, et d'autre part de former les étudiants aux méthodes de l'évaluation autant qu'aux secteurs de spécialité des différentes politiques publiques. La spécialité est composée de trois types d'UE : le premier groupe est consacré aux connaissances générales relatives à l'action publique, le deuxième aux méthodes d'évaluation et le troisième aux applications et études de cas. Ces deux derniers étant de volumes horaires équivalents.

Les débouchés sont sectoriels (santé, social et emploi, culture, transport et urbanisme) et concernent les territoires de l'action publique (évaluation des politiques locales, régionales, nationales et européennes).

- Indicateurs :

Effectifs constatés	NR
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	NR
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité est le point fort du master de science politique d'Amiens, tant par la rareté des formations analogues en France et l'adéquation de la structure des enseignements que par la concrétisation des liens avec le monde administratif et professionnel.

Les objectifs scientifiques se traduisent par une riche offre de formation, avec un volume horaire d'enseignement substantiel (336 heures). La conception des enseignements de méthode, la procédure de mise en place et de suivi de stage, l'association des professionnels à plusieurs aspects de la formation traduisent une forte professionnalisation. La mutualisation des enseignements établit des liens transversaux.

L'équipe pédagogique est de qualité, composée de 10 intervenants enseignants-chercheurs qui font majoritairement partie du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP), centre de recherches d'adossement ; les 19 professionnels, dont les fonctions sont élevées dans la spécialité enseignée, sont des intervenants réguliers et associés au suivi des étudiants.

La formation à et par la recherche est assurée par la logistique du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP) et par la formation aux méthodes de la recherche en science politique. La mutualisation des enseignements y contribue fortement. Toutefois, étant donné l'orientation clairement professionnalisante de la spécialité, aucun suivi spécifique n'est prévu pour déboucher sur des thèses. On peut également regretter qu'une seule ébauche d'alternance ne soit évoquée par l'incitation à commencer le stage à mi-temps et la libération des jours de la semaine nécessaires. La formation continue n'est pas exposée dans le dossier. Le stage de 3 mois est obligatoire et donne lieu à rapport et soutenance.

Le dossier n'est pas clairement renseigné sur le devenir et le suivi des étudiants.



- Points forts :
 - La professionnalisation des enseignements, des stages, du calendrier de l'année.
 - La synergie entre l'expertise de recherche détenue par le centre d'adossement, l'intégration des professionnels au suivi des étudiants et l'adaptation aux besoins exprimés par les employeurs.
- Points faibles :
 - L'absence de formation continue et à l'apprentissage.
 - Un dossier insuffisamment renseigné sur les indicateurs chiffrés, le recrutement, l'inscription, la réussite au diplôme et l'insertion professionnelle.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

La spécialité EPP pourrait s'ouvrir à l'apprentissage.

Une formation continue la prolongerait avec profit.

Une dimension comparative ou européenne se combinerait utilement avec des échanges d'intervenants et l'attractivité de la spécialité.

Le pilotage de la spécialité gagnerait en qualité s'il se dotait des outils appropriés permettant un meilleur suivi du devenir des étudiants.

Enquêtes, études politiques, opinion

- Présentation de la spécialité :

La spécialité est à dominante recherche et centrée sur les analyses d'opinion. Elle répartit l'année en deux semestres, de façon à grouper sur le premier quatre UE de connaissances, dont deux sont mutualisées avec l'autre spécialité du master. Le second semestre, moins chargé, est consacré aux outils et doit permettre aux étudiants de se consacrer à leur mémoire ainsi que de réaliser un stage.

Les débouchés envisagés sont principalement ceux vers la poursuite des études en école doctorale, mais visent également les métiers relatifs aux études politiques et aux enquêtes d'opinion.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	NR
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	NR
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

La spécialité affirme la volonté de maintenir un parcours recherche caractéristique de l'importance de la Science politique et du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP). Mais la



structure des enseignements ne reflète pas un choix clair quant à cette identité, en y associant une professionnalisation sur le créneau étroit et assez classique des enquêtes d'opinion. Le volume horaire total est moyen (249 h).

Les 15 intervenants enseignants-chercheurs, dont plus de la moitié sont HDR, font majoritairement partie du CURAPP, centre de recherches d'adossement. La formation à et par la recherche est assurée par l'objectif même du diplôme, l'équipe d'enseignants-chercheurs, la conception de la structure des enseignements, la complémentarité entre l'acquisition des connaissances théoriques et les ateliers de méthode de la recherche.

Les compétences et savoir-faire acquis par les méthodes d'enquête, les liens tissés avec les institutions bénéficiant de ces recherches et l'ajout d'un stage auprès de celles-ci marquent une volonté certaine de professionnalisation et sont profitables aux étudiants. La mutualisation des enseignements établit des liens transversaux. Toutefois, le stage de trois mois semble être obligatoire, mais son régime de conventionnement et d'évaluation n'est pas précisé. La formation continue et l'alternance, quoique possibles, ne sont pas évoquées. La spécialité peut toutefois être suivie en deux ans.

- Points forts :
 - L'adossement à un centre de recherches CNRS de grande taille et dans son domaine.
 - La qualité de l'équipe d'enseignants-chercheurs majoritairement membres de ce centre.
 - Le flux continu, même faible, de thèses financées issues de cette spécialité.

- Points faibles :
 - Le manque de lisibilité de l'offre de formation, où la partie recherche « Etudes politiques » semble minorée par rapport à la partie professionnelle « Enquêtes et opinion ».
 - La faible qualité rédactionnelle du dossier : le manque d'indicateurs chiffrés sur le recrutement, l'inscription, la réussite au diplôme et l'insertion professionnelle et l'absence d'information sur les aspects internationaux.
 - Le faible effectif des inscrits.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

La spécialité recherche pourrait être construite de façon à englober la science politique en général sans se limiter à une branche d'enquêtes ou d'études d'opinion. Elle pourrait se développer au-delà d'un tronc commun consacré à la fois aux enquêtes et à l'évaluation.

Une dimension comparative ou européenne pourrait être recherchée à partir d'autres formations de master de la même UFR.

Il conviendra, à l'avenir, de mieux renseigner le dossier de spécialité soumis à l'évaluation.